Le Bureau National du Parti de Gauche reviendra plus amplement ce week-end sur les élections européennes et les enseignements à en tirer. En attendant, voici la première réaction du Secrétariat National après sa réunion de lundi soir.

Le résultat des élections européennes constitue une nouvelle terrible pour notre pays. Pour la première fois depuis la libération, un parti d'extrême droite est en tête dans une élection générale. Certains voudraient relativiser le danger en tablant sur le nombre élevé d'abstention et en considérant qu'il s'agirait plus d'un vote de rejet que d'adhésion. Nous ne partageons pas cette analyse. Bien sûr, le premier parti reste de loin celui des abstentionnistes. Mais dans ce contexte de « révolte civique », le FN dispose aujourd'hui du plus gros contingent d'électeur adhérant à ses thèmes. Cela donne désormais crédit à l'ambition du FN de prendre un jour le pouvoir dans ce pays.

La nouvelle est d'autant plus alarmante qu'aucune éclaircie ne vient du côté de la « gauche ». Le résultat global des partis qui s'en réclament la renvoie à ses plus bas étiages historiques. Le PS subit ainsi son plus mauvais score de toutes les élections. Certes le FDG est la seule force de gauche à conserver son résultat de 2009 et même à gagner des voix (+ 158 478 en France métropolitaine) mais cela reste sans rapport avec ce qui serait nécessaire. Nous ne bénéficions en effet pas de la dégringolade du PS et d'EELV. En outre nous perdons un député européen en la personne de Jacky Hénin.

François Hollande et Manuel Valls sont, de loin, les premiers responsables de cette situation. Leur politique désoriente profondément la population et notamment les classes populaires. A ce discrédit s'ajoutent les dégâts de l'Union européenne : elle n'est à juste titre en rien considérée comme une protection mais comme une menace contre les peuples. Force est de constater que l'ensemble des partis se réclamant de la gauche, même ceux qui s'opposent à ces politiques, sont sanctionnés.

Le calendrier extrêmement resserré entre les municipales et les européennes et la façon éhontée dont le gouvernement a organisé cette campagne ne nous ont pas aidé à mobiliser les électeurs. En favorisant à l'extrême le FN et plus généralement la bande des trois FN/UMP/PS, en survalorisant les thèmes comme l'immigration, les medias audio-visuels portent également une responsabilité dans la situation. Tous les relevés des temps d'antennes effectués par le CSA en font foi.

L'incapacité du FDG à présenter la même stratégie nationale lors des municipales et européennes, a contrario du FN, ne nous ont évidemment pas aidé non plus. Nous l'avions annoncé, cela s'est vérifié.

Le moment est donc grave. Car la « crise » n'est pas derrière nous. Elle mine et déstructure toujours plus profondément nos sociétés. Les bouleversements sont donc devant nous : dans la course entre une issue ethnique et nationaliste à la crise et celle que nous proposons, le FN a pris encore un peu plus d'avance. Ce n'est heureusement pas vrai partout comme le montrent les bons résultats de Syriza bien sûr mais aussi de l'autre gauche en Espagne et au Portugal.

Tous ceux qui à gauche s'opposent à la politique du gouvernement ont donc une grande responsabilité. L'addition des listes de gauche non gouvernementales est un motif d'espoir : elle nous place largement devant le PS. Au sein de ce dernier, se répercute également cette critique de l'action de François Hollande. Le pire est désormais devant notre porte. Nous pouvons encore l'éviter bien sûr. A la condition déjà de nous rassembler le plus largement possible mais débarrassés de toute ambigüité avec la politique suivie. Le PG se déclare disponible pour tout ce qui irait dans ce sens à commencer bien sûr par les initiatives avec nos partenaires du FDG. Nous allons également proposer dans les jours à venir des rencontres avec toutes les autres forces concernées : EELV, personnalités et regroupement de socialistes critiques, Nouvelle Donne, NPA, LO etc…

Mais notre objectif premier doit être de mettre en mouvement la société elle-même. Or la campagne européenne et l'action naissante des collectifs unitaires ont permis de mettre au premier plan le traité transatlantique. C'est la bonne nouvelle de ces Européennes. Il faut donc l'amplifier. Contre lui nous pouvons en effet relancer la grande mobilisation citoyenne qu'avait été celle contre le TCE. Ce peut-être et cela doit être la première bataille unitaire de la gauche politique, associative, syndicale qui ne renonce pas à l'emprise du néo-libéralisme. Cela doit se faire sans tarder avec des objectifs de mobilisation. Chacun doit faire des propositions en ce sens. Le rejet du TAFTA permet de construire une opinion majoritaire contre le libéralisme et le productivisme qui entre de plein pied dans la vision écosocialiste. Pour nous, le combat continue : nous devons être à la hauteur du moment historique. Les peuples souffrent aujourd'hui d'un système économique inhumain qui les menace dans leur vie quotidienne. Santé, emploi, services publics, écologie : des mesures concrètes et radicales sont toujours plus urgentes. Le Parti de Gauche s'emploiera à les faire émerger